

E-CHANGER
60 ANS D'ENGAGEMENT AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



E-CHANGER RAPPORT 2025

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : PLUS QU'UNE OPTION, UNE NÉCESSITÉ

VERSION RÉVISÉE

WWW.E-CHANGER.ORG

Femmes concernées par les activités de la Saisonnière lors d'une formation en compostage
sur un site en transition agroécologique à Ouagadougou. - Photo © KAW Marie Angèle, 10/5

LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EST UN OUTIL NÉCESSAIRE DE SOLIDARITÉ POUR LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

En 2025, nous traversons une période de profonde instabilité. Après des décennies de travail dans la coopération internationale, je peux dire que les défis que nous rencontrons aujourd'hui ne sont pas nouveaux, mais leur intensité l'est.

Les conflits armés qui secouent Gaza et l'Ukraine ont coûté des centaines de milliers de vies et déplacé des populations entières. En tant que professionnels de la solidarité, nous voyons au quotidien les conséquences humaines de ces crises : familles séparées, enfants traumatisés, communautés détruites. Ces événements rappellent cruellement que la paix reste un bien fragile.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, les chiffres du rapport SOFI 2025 de la FAO sont préoccupants : 673 millions de personnes font face à une insécurité alimentaire grave, et 2 milliards connaissent des restrictions d'accès à la nourriture. Cette situation n'est pas une fatalité. Elle résulte de choix politiques et de priorités budgétaires. Nous le savons bien : les denrées alimentaires peuvent circuler, comme le pétrole ou les armes. La question est donc politique, pas technique.

L'accès à l'eau potable reste également un défi majeur. En 2025, 2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau traitée. 106 millions dépendent encore de sources superficielles non sécurisées. Au Brésil, nous connaissons cette réalité : l'eau n'est pas seulement une ressource, c'est un droit fondamental.

La pauvreté persiste malgré les efforts de la coopération internationale. Environ 690 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, et plus de 1,1 milliard souffrent de privations multiples. L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle montre que le revenu seul ne suffit pas à mesurer les inégalités. Santé, éducation, logement, assainissement : ces dimensions structurelles continuent de marginaliser 1,1 milliards de personnes vulnérables, en particulier les enfants et les femmes des zones rurales.

La lutte contre les inégalités de genre dont E-CHANGER a fait une de ses priorités, reste nécessaire. Selon l'ONU, 840 millions de femmes ont subi des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie. 316 millions ont été victimes de violences de la part de partenaires intimes. 83'000 femmes et filles ont été tuées intentionnellement au Brésil en 2024. 50'000 de ces décès ont été commis par des partenaires intimes ou des membres de la famille – c'est-à-dire qu'une femme est tuée toutes les 10 minutes par un proche.

Au niveau global une femme sur trois subit des violences de genre au cours de sa vie. Malgré les campagnes et les engagements internationaux, les niveaux de violence sont restés pratiquement inchangés au cours des deux dernières décennies.

Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques : ils représentent des vies brisées, des droits bafoués.

Ces données dressent un tableau sombre, mais elles ne doivent pas nous décourager. Elles doivent nous rappeler pourquoi nous faisons ce travail. **La coopération internationale n'est pas une charité : c'est un acte de justice et de solidarité.**

Les financements alloués à la solidarité internationale sont aujourd'hui menacés. Dans ce contexte, il est essentiel que nous démontrions l'impact concret de nos actions et que nous plaitions pour des modèles de financement durables, ancrés dans les réalités des pays du Sud global.

Ce rapport annuel témoigne du travail accompli par nos équipes et nos partenaires. Il reconnaît aussi les limites de notre action face à des défis systémiques. Notre rôle n'est pas de tout résoudre, mais de continuer à agir, à documenter, à alerter.

La solidarité internationale n'est pas une option. C'est une nécessité.

Djalma Costa, coordinateur du programme d'E-CHANGER au Brésil

Nos programmes sont soutenus par la Direction du développement et de la coopération (DDC), Unité, le FEDERESO (FEDEVACO, FGC, Valais solidaire, Fribourg solidaire et la FICD), Action de Carême, Novo Movimento ainsi que par nos membres et sympathisant-es. La contribution au programme de la DDC n'est pas utilisée pour les activités de plaidoyer, le travail d'information et d'éducation en Suisse, ni pour des activités de collecte de fonds. Vous trouverez plus de détails sur notre site internet www.e-changer.org/transparence



En cohérence avec nos priorités programmatiques nous poursuivons notre engagement dans ces trois objectifs de développement durable.

UNE ANNÉE DE RÉSISTANCE ET DE TRANSFORMATION

En 2025, le programme de sensibilisation en Suisse a entrepris des travaux de fond tout en maintenant une présence importante auprès du public. Malgré un contexte de crise globale affectant la coopération internationale, E-CHANGER maintient sa vision d'une communication au service de la construction d'un monde plus juste. Grâce à l'investissement précieux de ses groupes régionaux notamment, E-CHANGER a assuré une présence régulière et appréciée auprès du public.

En 2025, la coopération internationale a subi des attaques inédites. Les États-Unis ont réduit de 83 % leurs dépenses pour ce secteur, en fermant leur agence USAID. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres nations du Nord global ont également réduit leurs budgets. La Suisse n'échappe pas à cette logique avec une baisse de 110 millions de francs en 2025 et 321 millions supplémentaires prévus à l'horizon 2028.

En parallèle, la COP 30 à Belém n'a pas tenu ses promesses, accouchant d'une déclaration finale sans ambition.

Face à ces enjeux, E-CHANGER reste fidèle à **sa stratégie de renforcement de la société civile à l'international comme en Suisse.** L'extraordinaire mobilisation autour de l'initiative pour des multinationales responsables, qui a récolté plus de 287'000 signatures en quelques semaines, démontre qu'un grand nombre de Suisses exigent de leur pays une responsabilité sociale et environnementale dépassant les frontières nationales. C'est dans ce même esprit que s'inscrivent les activités d'E-CHANGER.

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire de sensibiliser le public à l'importance de la solidarité internationale. **La rénovation du logo E-CHANGER et la refonte du site www.e-changer.org menées en 2025 nous ont permis d'actualiser nos outils.** Le but : donner à toutes les actions d'E-CHANGER une meilleure visibilité et augmenter leur impact.

En 2025, 12 événements ont été organisés en Suisse romande, permettant de rencontrer près de 1 000 personnes. La plupart ont été portés par les groupes régionaux. Vous trouverez plus d'informations sur leurs activités à la page 9.

Un échange professionnel entre le Burkina Faso et la Suisse a vu **Monsieur Boukari Pamtaba, directeur de ABAPE (Ouagadougou), découvrir le travail de deux institutions jurassiennes d'octobre à novembre 2025.** Pour donner plus de résonance à ces échanges, 3 tables rondes ont été organisées (Delémont, Sierre et Lausanne), réunissant plus de 60 personnes. Avec la collaboration de Valais solidaire, nous avons pu organiser son intervention auprès d'une classe d'étudiant-es en bachelor de la Haute École de Travail Social à Sierre. Accompagné de Mme Agier (Office éducatif itinérant) et Mme Délétroz-Blanc (Institut Notre-Dame de Lourdes), il a

présenté l'approche communautaire de la prise en charge de l'autisme au Burkina Faso devant de futurs professionnels du travail social. Les jeunes étaient très intéressés et les discussions ont été nourries !

Trois interventions dans des médias régionaux ont permis d'élargir notre audience en touchant plus de 400'000 personnes en 2025 contre 283'978 en 2024 :

- En mai, Léman Bleu a consacré un épisode d'Esprit solidaire aux questions de genre et d'agroécologie au Brésil en mettant en avant les activités de la Marcha Mundial das Mulheres. Cette organisation, partenaire historique d'E-CHANGER, est appuyée par une coopératrice suisse et une coopératrice nationale.
- En août, nous présentions aux Valaisan-nes, sur les ondes de Rhône FM, le projet d'appui à Adesproc, organisation bolivienne de défense des droits des personnes LGBTQ+.
- Enfin, en novembre, M. Pamtaba partageait son expérience au micro de la Radio Fréquence Jura (RFJ).

Ces opportunités d'information grâce à des médias grand public permettent de toucher un public moins familier avec les enjeux de la coopération internationale.

Finalement, 2025 s'est déroulée avec un budget très serré mais a atteint ses objectifs de communication et d'information !

Maimouna Mayoraz, communication et sensibilisation



Table ronde « Inclusion des enfants en situation de handicap au Burkina Faso : défis et pratiques du centre ABAPE » organisée à Delémont dans le cadre de la venue de M. Boukari Pamtaba. Photo © E-CHANGER, 2025

EN 2025

- **5 infolettres, 3 feuillets et 1 rapport annuel**, ont permis de sensibiliser **13'400** personnes aux enjeux globaux.
- **12 événements publics** ont été organisés dans le canton de Vaud, de Genève, en Valais, au Jura et à Fribourg, totalisant une participation de **979** personnes.
- La section Interjurassienne d'E-CHANGER (E-CH_IJ) est née en association, et a accueilli un de nos partenaires durant **6 semaines**, renforçant ainsi notre base sociale dans la région.

RÉSILIENCE, AVANCÉE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DE L'INCLUSION



Visite des installations piscicoles lors d'un échange Sud/Sud en Côte d'Ivoire à l'ESPPEC de Tiebissou. Photo © Paul OUEDRAOGO/ARFA, Juillet 2025

Malgré un contexte sécuritaire et socio-politique complexe et changeant, le programme E-CHANGER au Burkina Faso a démontré une résilience exceptionnelle en 2025, enregistrant même des progrès significatifs dans l'élaboration de référentiels nationaux en matière d'éducation inclusive et de labels agroécologiques. Onze coopér-acteurs/trices burkinabé ont ainsi soutenu les droits humains (3) et la souveraineté alimentaire (8) auprès de 13 organisations de la société civile (OP).

Sur l'axe de la souveraineté alimentaire, le pays a atteint un résultat historique avec un taux de couverture des besoins céréaliers excédentaire lors de la campagne agropastorale 2025-2026. Prioritaire pour le gouvernement burkinabé, ce résultat a concrétisé l'offensive agricole pour l'autosuffisance alimentaire. Cette performance a été largement soutenue par les efforts de diffusion des pratiques agroécologiques de la société civile. Au sein du programme E-CHANGER Burkina, plus de 20'000 personnes, dont une majorité de femmes, se sont engagées dans des productions durables. Des avancées systémiques majeures ont été obtenues grâce au plaidoyer mené par le réseau **CNABio**, aboutissant à l'adoption de la loi favorisant les biofertilisants et à la validation d'un référentiel national pour les bio-intrants. La boutique en ligne de

Bioprotect et une stratégie marketing efficace de **La Saisonnière** ont ouvert de nouveaux débouchés économiques pour les produits agroécologiques. Le projet de valorisation de la biomasse, également porté par **La Saisonnière**, a offert une source de revenus durable à des femmes déplacées internes. **Yelemani** et **Baobab** ont multiplié leurs campagnes de sensibilisation dans les quartiers et les écoles. Le projet de soutien à la capitalisation des savoirs pédagogiques de l'**ARFA** s'est clôturé avec succès et débouche sur une nouvelle phase autour de la création d'un centre de formation de référence en agroécologie, comme pilier de son autonomisation.

Sur l'axe des droits humains et de l'inclusion, l'année a été marquée par des victoires concrètes pour les groupes marginalisés. Malgré des difficultés contextuelles, le **Balai Citoyen** a assuré la continuité de ses actions, focalisées sur la cohésion sociale et la paix, touchant plus de 28'000 personnes. La création de réseaux de jeunes médiateurs et médiatrices et l'organisation de forums nationaux ont consolidé le tissu social dans un environnement polarisé. Dans le domaine du handicap, les partenariats avec le **CEFISE** et l'**ABAPE** ont porté leurs fruits : l'État burkinabé s'est approprié les manuels scolaires illustrés en langue des signes ainsi que le guide d'orientation pour la prise en charge précoce des enfants autistes pour les écoles publiques, une première nationale.

En 2025, trois échanges internationaux bénéficiant à 5 OP ont eu lieu : en Côte d'Ivoire et au Togo-Bénin, respectivement sur les enjeux d'autonomie des centres de formation et de commercialisation des produits locaux. En Suisse, un échange Sud-Nord a accueilli le directeur de l'**ABAPE** pour une insertion dans deux institutions jurassiennes spécialisées dans l'autisme.

2025 a été une année d'adaptations importantes au niveau de la coordination nationale, qui a renouvelé son partenariat sectoriel avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi, en cohérence avec le Programme National de Volontariat du Burkina Faso. Les partenaires ont su transformer les contraintes en leviers d'innovation, confirmant ainsi la pertinence du modèle d'insertion professionnelle de coopér-acteurs/trices au cœur des structures locales. Néanmoins, des défis subsistent, tels que la systématisation de la capitalisation des acquis et le renforcement des synergies inter-organisations avec des appuis élargis et ciblés.

Anne Gueye-Girardet, chargée de programme Burkina Faso

EN 2025

- **20'486** personnes se sont engagées dans l'agroécologie, dont **68 %** de femmes.
- **28'825** personnes ont participé à une éducation et à une citoyenneté inclusives.
- **13** organisations partenaires ont été consolidées grâce à un renforcement institutionnel.
- Grâce à l'insertion de **11** coopér-acteurs/trices nationaux, **176** collaborateurs/trices des OP ont été formés (plus de 40 formations) et **60** outils et méthodologies ont été co-construits ou mis à jour.
- **5** changements politiques/normatifs majeurs (Loi sur les engrais, Référentiel bio-intrants, Journées Nationales Agro-écologie, **2** stratégies d'inclusion) ont été obtenus grâce au travail de plaidoyer des OP.

UN CONTEXTE CRITIQUE ET UNE SOCIÉTÉ CIVILE AU PLUS PROCHE DES BESOINS DU TERRAIN

La situation économique en Bolivie a atteint un point critique en 2025. Les élections de 2025 ont mis fin à plus de deux décennies de gouvernement du Mouvement vers le socialisme (MAS) et ont amorcé la mise en œuvre de mesures d'austérité drastiques, qui touchent de plein fouet la population. Dans ce contexte, les organisations du programme d'E-CHANGER en Bolivie ont largement œuvré pour faire remonter, au niveau politique, les besoins des populations les plus vulnérables, tout en proposant des solutions concrètes, au plus près de leurs réalités. Deux coopératrices nationales et une coopératrice suisse (engagée pour une courte durée) ont ainsi soutenu les droits humains (2) et la souveraineté alimentaire (1).

La Bolivie traverse une crise économique majeure depuis 2024. L'un des problèmes centraux persistant est la pénurie de dollars, résultant de l'effondrement des revenus issus des exportations de gaz naturel et du coût élevé des subventions aux carburants. Les réserves de la Banque centrale sont passées de plus de 15 milliards de dollars en 2014 à moins de deux milliards en dix ans. Cette situation a entraîné la création d'un marché noir du dollar, où en 2025 celui-ci s'échangeait à environ le double du taux officiel. Pour un pays qui importe 80 % de ses intrants et biens de production, cette situation se reflète dans un taux d'inflation annuel sans précédent, atteignant 25 % en août 2025. L'économie bolivienne est ainsi passée d'une croissance annuelle de 10 % en 2021 à une quasi-stagnation, autour de 1 % en 2025.

Le ballottage d'octobre 2025 s'est disputé entre deux candidats de droite, mettant fin à plus de vingt ans de gouvernement du Mouvement vers le socialisme (MAS). Le gouvernement de Rodrigo Paz a mis en place une série de mesures d'austérité drastiques – dont la fin des subventions aux hydrocarbures. Malgré la volonté de changement politique exprimée dans les urnes, les mesures d'ajustement économique demeurent très impopulaires, exigeant d'énormes sacrifices de la part de la population – notamment pour l'accès aux produits de base, en particulier alimentaires. C'est dans ce contexte que notre coopératrice nationale **Alejandra Pau** au sein de **Cosecha Colectiva** a appuyé la campagne « Menu électoral » lors des élections présidentielles de 2025 et des municipales de mars 2026. Celle-ci visait à sensibiliser la population sur ses droits en matière de sécurité alimentaire, à travers des éléments très concrets touchant à la vie quotidienne : privations alimentaires en temps de crise, alimentation saine, astuces pour l'achat de produits durables, autoproduction, droits citoyens, etc. Grâce au travail lié à cette campagne, 589'535 personnes ont reçu au moins un message de sensibilisation en 2025.

En parallèle, la Bolivie est un pays marqué par une forte répression policière et militaire. Il s'agit de l'un des pays d'Amérique latine présentant le plus haut taux de détention préventive – avec une population carcérale qui ne cesse d'augmenter. La détention préventive est utilisée dans 58 % des cas, et il est possible que le climat de tension politique pré-électoral ait contribué à l'augmentation du nombre de personnes privées de liberté. Dans ce cadre, notre coopératrice nationale **Luisa Achá** insérée au sein de l'**ITEI** a travaillé à faire avancer le projet de loi intégral contre la torture qui se trouve actuellement au sein de la commission des droits humains du parlement. Notre coopératrice suisse, **Soraya Gautier Guillet**, dans le cadre d'une insertion courte, a également soutenu 245 personnes privées de liberté à travers des ateliers de danse thérapeutique.

Marie Claire Peytrignet, chargée de programme Bolivie et Brésil



Membres du Conseil municipal de sécurité alimentaire de la Paz (CMSA-LPZ). Photo © CMSA-LPZ, 2025

EN 2025

- 2 organisations partenaires ont mis en place de nouveaux outils de communication et amélioré les outils existants.
- 589'535 personnes ont été sensibilisées à l'importance d'une alimentation saine et durable.
- 11 multiplicatrices de danse ont été formées, et 245 personnes (dont 200 femmes) privées de liberté ont pu bénéficier d'ateliers thérapeutiques à travers la danse – dont la majorité ont pu attester d'une amélioration en matière de bien-être

ACTEURS BRÉSILIENS, SUR LE PODIUM DES RÉPONSES AUX ENJEUX PLANÉTAIRES

Hôte de la COP30, le Brésil renforce sa visibilité comme porte-parole des solutions face aux changements climatiques. La société civile y joue un rôle clé en proposant des actions ancrées dans les territoires. Les organisations partenaires (OP) ont notamment travaillé à la formation à la reforestation à grande échelle, l'appui à la gouvernance des peuples autochtones, la valorisation du rôle des femmes par l'augmentation de leurs revenus et la reconnaissance du travail de care. Six coopératrices brésiliennes et une suisse ont soutenu ainsi les droits humains (5) et la souveraineté alimentaire (2).

Le Brésil s'est retrouvé sous le feu des projecteurs en 2025 en accueillant la COP30 à Belém. Hôte de la plus grande forêt tropicale du monde, le pays porte une responsabilité symbolique majeure dans la lutte contre le changement climatique.

Au Brésil, l'agriculture et l'élevage sont responsables de 97% de la déforestation et de 74 % des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les avancées positives observées en 2025, le pays a enregistré une baisse de la déforestation dans l'ensemble de ses biomes ainsi qu'une diminution significative des émissions de gaz à effet de serre, principalement liée à la réduction du déboisement. Le **MST** a mené un important travail de plaidoyer politique sur l'importance de la reforestation à l'échelle nationale. Dans le cadre du plan national « Planter des arbres, produire des aliments sains », appuyé par la coopératrice nationale **Barbara Loureiro**, environ 45 millions d'arbres ont été plantés entre 2020 et 2025, permettant de régénérer 24 000 hectares grâce à la mobilisation active de plus de 50'000 agriculteurs et agricultrices.

Les peuples autochtones, souvent considérés comme « les meilleurs gardiens de la nature », sont des alliés fondamentaux dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité. **La Secoya** œuvre au renforcement de la gouvernance yanomami à travers des instruments politiques existants, dont le Plan de gestion territoriale et environnementale (PGTA).

Plusieurs régions du Brésil sont sujettes à une désertification progressive. C'est le cas de la mésorégion du Jequitinhonha, l'une des plus vulnérables au changement climatique. Elle souffre également d'une importante pénurie d'eau, notamment en raison de l'impact des monocultures d'eucalyptus. Le **CAV**, considère que le soutien à la petite paysannerie constitue une voie durable pour assurer la protection de l'environnement ainsi que la sécurité et la souveraineté alimentaire de la région. Grâce au soutien du CAN **Samuel Meireles**, le CAV a pu augmenter de 26 % les revenus de 132 agriculteurs et agricultrices, avec un accent particulier sur le développement de revenus complémentaires pour les femmes artisanes.

Les avancées en matière de protection de l'environnement doivent aller de pair avec la valorisation du travail du soin. Dans ce cadre, la **MMF**, soutenue par notre CAN **Maria Fernanda Marcelino**, a amorcé une avancée historique. Grâce à un plaidoyer d'envergure, le gouvernement brésilien a mis en place sa première politique nationale de soins, rédigée par la MMF. Celle-ci vise à structurer le droit aux soins comme un bien public, en redistribuant les tâches de soins non rémunérées et en professionnalisant les aidant-es. Notre CA, **Gaëlle Sculler**, a également largement contribué à la sensibilisation du public suisse aux enjeux environnementaux et féministes, touchant un public de plus de 60'000 personnes.

Marie Claire Peytrignet, chargée de programme Bolivie et Brésil



Activité de poterie traditionnelle de la Vallée de Jequitinhonha animée par le CAV. Photo © CAV, 2025

EN 2025

- **8** améliorations ont été observées à différents niveaux, parmi les plus marquantes, la mise en place de la politique nationale pour l'éducation dans les zones rurales, ainsi que le Plan national de la politique des soins.
- **38** leaders ont été formés au plaidoyer féministe, et **102** femmes formées à la multiplication d'activités féministes (économie sociale et solidaire, mobilisation) – permettant de mobiliser **2'763** activistes de la MMF.
- **750** multiplicateurs/trices ont été formés à l'implantation de systèmes agroforestiers, permettant à **7'500** agriculteurs/trices de produire de manière agroécologique et à **50'000** militant-es de planter des arbres.
- **350** multiplicateurs/trices Yanomami ont été formés en matière de santé, d'accès à l'eau, et en santé maternelle.
- **5** personnes du CAV sont en mesure de former les artisanes en matière de gestion, marketing et communication, renforçant ainsi **9** organisations sur leur gestion interne et permettant à **6** d'entre elles d'augmenter leurs revenus.

LES PARTENARIATS
EN UN COUP D'ŒIL

- projet concernant la défense des droits humains
- projet concernant la souveraineté alimentaire

BURKINA FASO

Consortium SABABOU GNOUMAN

Appuyer l'autonomisation des organisations ASAMA, APAK et ADIF par le renforcement de la mobilisation des ressources et la communication

Coopér-acteur : Evariste Tenkodogo

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

Balai citoyen

Développer la citoyenneté au Burkina Faso

Coopér-actrice : Emelie Kambou Diallo

16

PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

4

ÉDUCATION
DE QUALITÉ

10

INÉGALITÉS
REDUITES

ARFA

Soutenir l'autonomisation d'ARFA par le développement de formations «lucratives» pour générer des ressources à l'interne

Coopér-acteur : Paul Ouedraogo

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

CEFISE

Inclure, éduquer et former les enfants et les jeunes en situation de handicap

Coopér-acteur : Emmanuel Boro

4

ÉDUCATION
DE QUALITÉ

10

INÉGALITÉS
REDUITES

16

PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

Le Baobab

Développer la mobilisation des ressources pour une meilleure promotion de la souveraineté alimentaire

Coopér-acteur : Pierre Zorom

2

Faim
«Zéro»

4

ÉDUCATION
DE QUALITÉ

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

ABAPE

Développer la mobilisation des ressources internes et externes pour une meilleure prise en charge des enfants en situation de handicap

Coopér-acteur : Boubacar S. Ouedraogo

16

PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

4

ÉDUCATION
DE QUALITÉ

10

INÉGALITÉS
REDUITES

BIOPROTECT

Développer la production et le marché d'intrants organiques

Coopér-acteur : Robert Guie

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

La Saisonnière

Appuyer la communication et le marketing digital pour la vente de légumes biologiques

Coopér-actrice : Marie Angèle Kam

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

CNABio

Promouvoir la souveraineté alimentaire par les pratiques agroécologiques

Coopér-acteur : Ousmane Sanfo

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

Yelemani

Améliorer le soutien des politiques et partenaires pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire

Coopér-acteur : Vincent de Paul Ouédraogo

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

Association Manegdbzanga

Améliorer durablement les conditions de vie et de la résilience socio-économique des jeunes et des femmes

Coopér-acteur : Abdoulaye Kaboré

2

Faim
«Zéro»

8

TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

BOLIVIE

Instituto de Terapia e Investigación (ITEI)

Renforcer la lutte contre les violences d'Etat et la torture carcérale en Bolivie

Coopér-actrices : Luisa Achá et Soraya Gautier Guillet

16

PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

5

ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES

3

BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE

Cosecha Colectiva

Promouvoir un système alimentaire durable à la Paz par la participation citoyenne

Coopér-actrice : Alejandra Melgarejo

2

Faim
«Zéro»

11

VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES

12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES

Marcha Mundial das Mulheres (MMF)

Lutter contre les inégalités de genre par la participation citoyenne, et mémoire vivante de la Marche mondiale des femmes

Coopératrices :
Maria Fernanda Pereira Marcelino
et Gaëlle Sculler



Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST)

Renforcer le Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre pour contribuer à la reforestation et à la production d'aliments sains au Brésil.

Coopératrice : Barbara Loureiro



Secoya

Promouvoir une santé yanomami véritablement différenciée

Coopér-acteurs/trices : Steffanie Schmidt, Stanny Hagath, Willian Hendz



Centro de Agricultura Alternativa Vicente Nica (CAV)

Renforcer l'autonomie des femmes et des communautés rurales par la promotion de l'artisanat et de l'agriculture biologique

Coopér-acteur :
Samuel Meireles Nogueira



RECRUTEMENT

Trois séances d'information ont été co-organisées en 2025 par E-CHANGER, Comundo, Eirene-Suisse et DM. En ligne ou en présentiel à Lausanne et Fribourg, elles ont réuni pas moins de 71 participant-es (49% de femmes, 51% d'hommes) intéressé-es à s'engager dans la coopération par l'échange de personnes. Ces séances sont l'occasion de présenter E-CHANGER et ses modalités d'action, et constituent souvent la première étape d'un engagement.

E-CHANGER a également participé au Forum CINFO, qui a pris place le 22 novembre à Berne. La tenue du stand par l'équipe du secrétariat a permis de rencontrer de très nombreuses personnes aux profils très variés : étudiant-es en recherche de stage, jeunes professionnel-les, expert-es de la solidarité internationale, personnes en reconversion... Notre présence a aussi été l'occasion d'accroître la visibilité d'E-CHANGER.

Enfin, **Soraya Gautier Guillet** – professeure de danse fribourgeoise qui avait effectué une insertion courte de 2 mois en 2023 – est repartie pour quatre mois au sein de l'ITEI en Bolivie. **Gaëlle Sculler** poursuit son engagement auprès de la MMF au Brésil pour une deuxième année consécutive, après une belle campagne de mi-contrat réalisée en octobre 2024 dans différents cantons de Suisse romande. Nous remercions vivement Soraya et Gaëlle pour leur motivation et leur engagement ; ces deux projets sont très réjouissants pour le mouvement E-CHANGER !

Marie Claire Peytrignet, recrutement

ISANGO

Fondée en 2016 par les acteurs romands de la coopération par l'échange de personnes (CEP), la plateforme ISANGO-formation s'est imposée comme un centre de référence pour le développement des compétences et la promotion des méthodologies participatives. Membre actif siégeant au Comité et à la Commission formation, E-CHANGER collabore étroitement avec cette structure pour préparer ses futurs coopér-acteurs/trices.

Fort d'une offre qui s'est considérablement diversifiée en dix ans, ISANGO accompagne les candidat-es au départ grâce à des formats flexibles (présentiel, distanciel, résidentiel, soir ou week-end). Les thématiques abordées couvrent l'ensemble des besoins opérationnels et humains : gestion de projet, collecte de fonds, animation, médiation, genre et diversité, ou encore gestion du stress (www.isango-formation.org)

Dans ce cadre, les candidat-es d'E-CHANGER destinés à une insertion suivent obligatoirement une semaine de formation spécifique. Ce socle commun les familiarise avec les enjeux de la solidarité internationale et de la CEP, avant qu'ils ne complètent leur parcours par des modules adaptés à leur futur poste.

Pour E-CHANGER, garantir l'accès à ces formations de qualité est un levier essentiel de réussite. L'approche pédagogique d'ISANGO, ancrée dans l'éducation populaire et la réflexion sur la posture, correspond parfaitement à l'ADN de la coopération par l'échange de personnes. Cette synergie est d'ailleurs renforcée par l'engagement durable d'anciens coopér-acteurs/trices d'E-CHANGER, qui contribuent à la coordination et à l'animation des formations au sein d'ISANGO.

UN ENGAGEMENT VIVANT ET SOLIDAIRE

En 2025, les groupes régionaux d'E-CHANGER ont continué à porter avec force la vision d'un monde plus juste, en mobilisant bénévoles, partenaires et publics autour d'actions concrètes et engagées. Leur implication reste fondamentale pour le mouvement, tant sur le plan local que national, et témoigne d'une dynamique collective forte en Suisse romande.

À **Fribourg**, l'année a été marquée par plusieurs événements significatifs. Le 25 janvier, la fondue solidaire organisée à l'Arsen'alt a réuni plus de 90 invité-es. Nous avons pu compter sur une présentation de Silvio Cavuscens de la Secoya autour des enjeux vécus par le peuple autochtone Yanomami au Brésil. La soirée s'est terminée de manière festive avec une tombola. Le 24 mars, lors de la **soirée partenaire du Festival International du Film de Fribourg (FIFF) en collaboration avec Fribourg Solidaire**, le film « O Silêncio das Ostras » a été projeté devant 60 personnes, mettant en lumière les conséquences sociales et environnementales de l'extraction minière au Brésil. La soirée s'est conclue par une discussion avec une avocate ayant défendu les droits autochtones au Brésil et une représentante de la coalition pour des multinationales responsables évoquant des pistes d'action en Suisse.

La **section Interjurassienne d'E-CHANGER** a été constituée le 9 septembre à Delémont, officialisant ainsi une dynamique commencée en 2024. Les statuts y ont été adoptés dans une ambiance chaleureuse. Un moment fort a été l'accueil de **M. Pamtaba du 26 septembre au 29 novembre**, ponctué par une conférence de presse le 21 novembre en présence de la RFJ, suivie d'une table ronde le 26 novembre réunissant une vingtaine de personnes. Ces échanges ont permis de renforcer les liens et de partager des visions communes.

À **Genève**, l'association a bénéficié d'une dynamique positive. La section a activement participé au groupe de travail Amérique Latine de la FGC, dont l'objectif était la rédaction d'un document de plaidoyer visant à compenser les baisses de budget de la Direction du développement et de la coopération fédérale (DDC) allouées à l'Amérique latine, en mobilisant les communes et villes du canton. Ce travail s'est notamment concrétisé lors de la **Conférence des bailleurs organisée par la FGC le 23 septembre**. E-CHANGER y a été très actif en prenant la parole en plénière et en y animant un groupe thématique sur les droits humains devant 100 participant-es. La section a également renouvelé son engagement auprès du festival **FILMAR en América Latina**. L'organisation a accompagné la projection du film brésilien « A melhor mãe do mundo ». Des échanges ont eu lieu après la projection devant une salle pleine de 70 personnes. Marie Claire Peytrignet, chargée de programme Brésil et Bolivie, a quant à elle participé à la table ronde « **Coopération internationale : la réciprocité est-elle possible ?** » organisée par FILMAR et qui a réuni 45 personnes.



Soirée partenaire au FIFF en collaboration avec Fribourg solidaire. Photo © Raymonde Galuffo, 2025

Un grand merci à tous les bénévoles, aux partenaires et aux sympathisant-es qui ont rendu ces actions possibles. Votre engagement quotidien porte la vision d'un monde plus solidaire et équitable, et c'est ensemble que nous construisons cet avenir.

Maimouna Mayoraz, Maéva Fragnière, Christophe Vadon, Isabelle Plomb

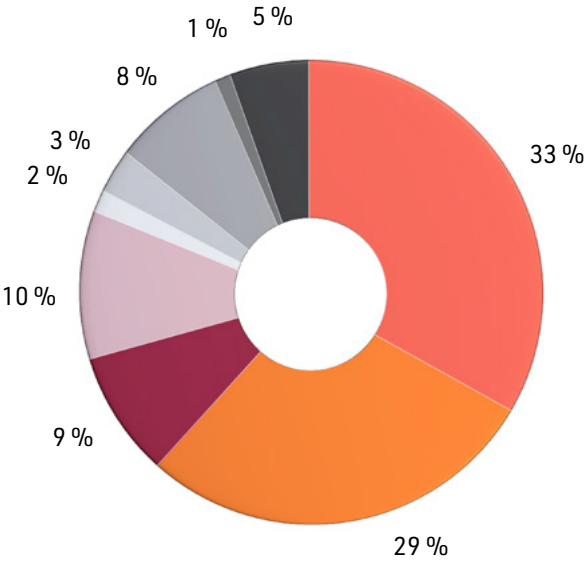
COMPTES 2025 - VERSION RÉVISÉE

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS DE L'ASSOCIATION		1 086 643	1 022 859
Recettes libres		83 453	50 807
Recettes affectées		1 003 189	972 052
CHARGES DE L'ASSOCIATION		1 087 427	1 090 816
Charges subventionnables par UNITE-DDC		1 016 385	1 024 471
1.	Programmes terrain	784 767	726 501
	Burkina Faso	358 725	270 836
	Brésil	311 873	268 874
	Bolivie	97 665	158 083
	Formation des coopér-acteurs/trices	10 000	12 500
	Recrutement des coopér-acteurs/trices	6 504	16 208
2.	Autres activités & projets	146 846	158 767
	Sensibilisation	113 396	131 040
	Activité d'Innovation E-CH	33 450	27 727
3.	Frais de fonctionnement	84 772	139 202
	Charges de ressources humaines	37 080	85 997
	Charges de fonctionnement	47 692	53 205
Charges non-subventionnables par UNITE-DDC		71 042	66 346
4.	Récolte de fonds	59 153	53 311
	Charges de ressources humaines	52 632	39 632
	Frais liés à la récolte de fonds	6 521	13 679
5.	Autres charges non-subventionnables UNITE-DDC	11 889	13 035
RÉSULTAT AVANT VARIATION DES FONDS AFFECTÉS		-785	-67 958
6.	Variation des fonds affectés	51 657	- 51 852
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		50 872	-119 810
7.	Résultat relatif aux placements boursiers	-71 365	35 925
8.	Charges et produits hors exercice	-81	- 2 852
RÉSULTAT FINAL		-20 574	-86 737

Le rapport financier détaillé pour 2025 est disponible sur www.e-changer.org

COÛT DES ACTIVITÉS 2025

- Programme Burkina Faso 33 %
- Programme Brésil 29 %
- Programme Bolivie 9 %
- Sensibilisation 10 %
- Recrutement et formation 2 %
- Innovation 3 %
- Frais de fonctionnement 8 %
- Cotisations, charges de mandats et autres 1 %
- Partenariats et recherche de fonds 5 %

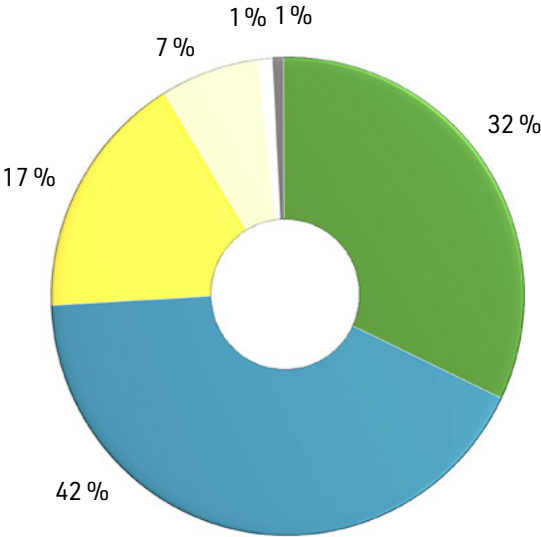


BILAN	31.12.25	31.12.24
ACTIF	744 893	868 621
Trésorerie	112 177	294 702
Caisse, Postfinance, BCF, BAS (titres de placement), Raisenow	112 177	294 702
Créances à court terme	93 431	84 179
Créances à encaisser	63	2 106
c/c E-CHANGER Burkina Faso	50 843	47 440
c/c E-CHANGER Brésil	-1 722	34 634
Transit Trésorerie et frais avancés	44 247	
Actifs de régularisation (transitoires)	69 285	39 739
Immobilisations financières (placements financiers à long terme)	470 000	450 000
Immobilisations corporelles (infrastructure informatique)	1	1

PASSIF	744 893	868 621
Engagements à court terme	827	43 617
Factures à payer		35 729
c/c Visa	-2 920	-110
c/c des diverses assurances sociales	3 747	7 998
Engagements à moyen et long terme (Pécules de réinsertion des coopér-acteurs/trices)	14 500	8 500
Passifs de régularisation (transitoires et provisions)	23 836	31 775
Fonds affectés 2025	75 963	134 389
Fedevaco 24-24 DEIEP/2024 - BF Souv. alim.		6 381
FGC 23-44-DEV - ARFA (BF)	2 544	21 112
FGC 23-45-DEV - BF Droits humains	24 431	18 521
Fondation FERE - Projet Songda HEC-UNIL - CEFISE (BF)	3 770	
FGC 23-22 - CAV (BR)		10 272
FGC 24-38 - MST (BR)	10 592	2 196
FGC 24-10-DEV - MMF (BR)	14 118	10 716
Fedevaco 23-37 DSAS/2023 - Secoya (BR)		12 100
Fedevaco 24-37 DSAS/2024 - Secoya (BR)		13 066
Fedevaco 25-37 DSAS/2025 - Secoya (BR)	20 508	
Dons affectés au projet Sindomestico (BR)		6 405
FGC 21-20 - EcoTambo (BO)		27 459
Fribourg-Solidaire - Alternativas (BO)		1 160
Fondation FPFS - ITEI 2024-25 (BO)		5 000
Capitaux propres	629 767	650 341
Capital de l'association	300 000	300 000
Bénéfice / Perte reporté	350 341	437 077
Résultat de l'exercice	-20 574	-86 737

PROVENANCE DU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS 2025

- Fédérations cantonales 42 %
- DDC 32 %
- Institutionnel 17 %
- Dons libres et affectés 7 %
- Cotisations 1 %
- Autres recettes 1 %



Ses coopér-acteurs/trices ainsi que ses partenaires en Bolivie, au Brésil et au Burkina Faso.

Le grand nombre de bénévoles actifs-ves dans le mouvement tout au long de l'année ; notamment les membres du comité, les groupes régionaux et les représentant-es cantonaux-ales, les membres des Commissions Sud et Communication, les groupes de soutien des coopér-acteurs/trices, les 350 membres de l'association E-CHANGER et de très nombreux-euses sympathisant-es pour leur appui, solidarité et engagement !

La DDC, la plateforme UNITE, Action de Carême, Novo Movimento, l'association Isango, les Fédérations Cantonales de Coopération (Fribourg, Genève, Jura, Valais, Vaud), pour leur accompagnement, leur soutien et le travail en commun. La Ville de Zurich, la Fondation Philanthropique Famille Sandoz, l'association OVSM et la Fondation FERE pour leur engagement et leur appui financier. Le Fonds d'Utilité Publique (FUP) qui a pour but de soutenir financièrement des projets d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel et patrimonial, social et sportif dans le canton de Vaud. La Paroisse St-Pierre à Fribourg ainsi que toutes les personnes et autres institutions donatrices pour leur précieuse fidélité et contribution.

Ses partenaires : Alliance Sud, Uniterre, Cooperaxion, Voz do Cerrado, Solifonds, l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), Le Courrier, le Festival International de Films de Fribourg (FIFF), FILMAR en Amérique Latine à Genève, la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR), la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), l'Université de Fribourg, l'Université de Lausanne (UNIL), la Haute école de travail social de Genève (HETS-GE).

E-CHANGER EN BREF

(EXTRAIT DE LA CHARTE DES VALEURS ET PRINCIPES en date de 8 juin 1997)

E-CHANGER est un mouvement inséré dans la société suisse : sa chance est de vivre, par ses membres actifs et ses relations avec les partenaires du Sud, une décentration culturelle et un engagement constant dans la réalité contemporaine.

Dans un esprit de cohérence et d'honnêteté, E-CHANGER veut contribuer, par ses appuis au Sud, aux changements qui s'imposent dans notre propre pays. Il appelle notamment tous les membres à s'engager, d'abord dans leur propre milieu, et les volontaires rentrants à investir dans la société civile suisse le capital d'expérience et de conscientisation acquis par leur vécu au Sud (...)

Notre mouvement est lui-même en constante évolution et veille à l'auto-évaluation permanente de ses options et de son action, sans craindre les remises en question.

En conclusion, E-CHANGER propose à toute personne motivée :

- un projet d'engagement,
- une prise de responsabilité citoyenne pour affronter les crises planétaires,
- un appui concret à des initiatives locales de promotion collective au Sud, avec toute la richesse humaine d'une rencontre et d'un échange interculturels.

Le comité

Antoinette **ROMANENS** et Noémie **PULZER** (co-présidence), Izabel **BARROS**, Christian **BOSSON**, Daniele **FINO**, Aja **DIGGEL-MANN**, Yvette **RATZÉ-DROXLER**, que nous félicitons pour sa nomination au comité en juin 2025.

L'équipe du secrétariat

Frédérique **SORG GUIGMA** – secrétaire générale / Marie-Cécile **FRIEDEN** – chargée de programme Burkina Faso, recrutement (jusqu'à fin juillet 2025) / Raymonde **GALUFFO** – responsable de la recherche de fonds / Maimouna **MAYORAZ**, responsable de communication, administration / Marie Claire **PEYTRIGNET** – chargée des programmes Brésil et Bolivie / Alain **STRITT** – comptabilité et administration (jusqu'à fin septembre 2025). Nous remercions vivement notre chère collègue Marie-Cécile **FRIEDEN** qui a développé le programme Burkina Faso durant de nombreuses années (depuis 2018 !) et qui a accompagné l'équipe du secrétariat par sa présence lumineuse. Nous accueillons avec joie Anne **GUEYE-GIRARDET** en tant que nouvelle chargée de programme Burkina Faso depuis août 2025. Nous souhaitons aussi la bienvenue à Laurette **FISCHER** en tant qu'experte en finance et en contrôle de gestion, qui appuie le secrétariat dans la montée en compétences financières et administratives.

Les représentant-es cantonaux-ales

Nous comptons sur le précieux engagement de Theodora **PETER** (Berne), Christophe **VADON** (Genève), Isabelle **PLOMB** (Jura) et Maéva **FRAGNIÈRE** (Fribourg) ainsi que Florine **JOBIN** comme nouvelle représentante cantonale du Valais.

Les chargé-es de la coordination des programmes au Sud

Djalma **COSTA** assisté par Alexandre **ROCHA CARVALHO** (jusqu'à fin octobre 2025) (São Paulo, Brésil), Noël **ZANKONE**, assisté par Albertine **KIEMTORE** née **BAMOGO** (Ouagadougou, Burkina Faso). Nous remercions Alexandre **ROCHA CARVALHO** pour ses nombreuses années de travail engagé et de qualité au sein de la coordination brésilienne

Les coopér-acteurs et coopér-actrices (voir page 7 et 8)

IMPRESSUM : Responsable du rapport E-CHANGER 2025 : Maimouna Mayoraz, E-CHANGER, chemin des Cèdres 5, CH-1004 Lausanne / **Rédacteurs-rédactrices :** Laurette Fischer, Raymonde Galuffo Jecker, Anne Gueye-Girardet, Maimouna Mayoraz, Marie Claire Peytrignet, Frédérique Sorg Guigma, Djalma Costa, Noël Zankone. **Correction :** Claude Desimoni / **Mise en page :** A.S. Gutierrez

E-CHANGER

Chemin des Cèdres 5, 1004 Lausanne

Tél. 021 601 10 55

info@e-changer.org



www.e-changer.org

[/associationechanger](https://www.instagram.com/associationechanger)

[@e_changer_](https://www.linkedin.com/company/e-changer)



**Votre don en
bonnes mains.**

